

Formation ENVIRONNEMENT

Programme statistique 2003

	page
INSTITUT FRANÇAIS DE L'ENVIRONNEMENT (IFEN)	3
AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (ADEME)	11
Extraits de programmes statistiques présentés à d'autres formations	13
Récapitulation des travaux prévus au moyen terme 1999-2003	25

Institut français de l'environnement - IFEN

1. Exposé de synthèse

Deux grosses opérations de production sont prévues au programme de travail de l'Ifen pour 2003 :

- L'enquête auprès des collectivités locales sur la gestion de l'eau et l'assainissement sera rééditée au début de l'année, en collaboration avec le Scees et le ministère de l'Ecologie et du développement durable. Cette enquête a prouvé, malgré les imperfections de sa première réalisation, qu'elle apportait une amélioration inestimable à la connaissance d'un domaine très décentralisé, où le niveau central avait trop peu d'information synthétique.

- La mise à jour de la couche SIG *Corine Land Cover* France 2000 sera la première actualisation de la base de données existante. Faite à l'échelle européenne, elle permettra d'étudier les évolutions depuis 1990. A travers le projet IMAGE 2000, l'Agence européenne pour l'environnement met à disposition des Etats ayant réalisé la version "90" de *Corine Land Cover* la couverture Landsat sur la période 1999, 2000 et 2001 permettant d'assurer la mise à jour. A cette occasion, l'IGN et l'Ifen se sont accordés pour assurer une mise à jour conjointe de la couche occupation des sols de la BD Carto et de *Corine Land Cover*. Ce projet, dont l'Ifen assure la maîtrise d'ouvrage, devrait aboutir fin 2003.

En matière de déchets, l'année 2004 pourrait bien être la première année pour laquelle des résultats nationaux seront dus à l'Union européenne au titre du règlement statistique. Cette échéance devra être préparée, avec notamment des études pilotes dès 2003. Il en va de même pour la prochaine édition de l'enquête auprès des collectivités locales sur la gestion des déchets, avec le Scees et l'Ademe.

Les banques de données

La structuration des données rassemblées à l'Ifen a sensiblement progressé depuis la mise en place de la mission sur l'administration des données. Etablir et appliquer des règles communes de réception, de contrôle et de stockage des données est contraignant mais nécessaire et efficace. Des banques de données thématiques extérieures font en outre de nets progrès (banque de données sur la qualité de l'air ou BDQA, banque nationale des données sur l'eau ou BNDE, inventaire des espaces naturels, cartographie des espaces protégés, etc.). L'Ifen poursuit ses activités de conseil auprès de ses partenaires tant sur les méthodes que sur la diffusion des données à l'instar de ce qui a été fait pour le Réseau national des données sur l'eau (RNDE). Ces investissements permettent de plus en plus d'analyses, intégrées dans les documents de synthèse comme *L'Environnement en France*, le rapport sur l'état de l'environnement, ou publiées séparément comme dans *Les Données de l'environnement*. Ils nourrissent les travaux des « observatoires » tels que le Gis Sol, l'observatoire national des zones humides, ou l'observatoire du littoral et de la montagne (en projet). Ils facilitent par ailleurs les réponses aux questionnaires internationaux.

Les modules Indicateurs thématiques

En 2003, l'effort de l'Ifen dans les banques patrimoniales s'appuiera sur une structuration des ensembles d'indicateurs thématiques.

A l'instar des indicateurs de suivi des SDAGE, chacune des Banques patrimoniales pourra s'enrichir à terme d'un module regroupant et structurant l'ensemble des données servant à calculer les indicateurs thématiques utilisés dans les indicateurs de performance, de développement durable, de suivi du schéma de service collectif des espaces naturels et ruraux, ou ceux retenus par les institutions internationales (ONU, OCDE, AEE, etc.). Cette action commencée en 2002 permettra ainsi de consolider ces banques autour de la production d'informations thématiques à valeur ajoutée de plus en plus pertinentes pour les utilisateurs de l'Ifen.

Les systèmes thématiques d'informations statistiques

En 2003, pour répondre à une demande croissante du MEDD, l'Ifen développera les systèmes d'informations statistiques sur l'eau et la nature, en croisant les sources statistiques (recensements de la population ou de l'agriculture, par exemple), géographiques (*Corine land cover*), et thématiques (enquête eau Ifen-Scees). L'objectif est d'analyser les pressions s'exerçant sur l'environnement en combinant au mieux les données existantes. Ainsi, pour l'eau, le calcul reposera-t-il sur l'analyse de l'agriculture, des populations et des activités économiques au niveau des bassins versants. L'utilisation de *Corine land cover* permet des calculs intermédiaires avec une localisation fine. Les mêmes principes méthodologiques peuvent s'appliquer, avec des données en partie différentes, au calcul des pressions sur les espaces naturels. L'Ifen participera par ailleurs aux travaux du CNIG sur l'inventaire des zonages réglementaires dans la perspective du RGE.

Les années suivantes seront consacrées à la consolidation de la production, de la conservation et de l'archivage des informations thématiques "statistiques" dont la pertinence et l'utilité auront été reconnues par les utilisateurs de l'institut.

La demande européenne se fait pressante quant aux données relatives à l'eau : un accord bilatéral avec Eurostat sera conclu en 2002 pour convenir de progrès à faire en 2003 sur, notamment, les prélèvements et l'assainissement, domaines où la France transmet trop peu d'information. En outre l'Ifen s'est porté volontaire pour tester sur un district hydrographique la faisabilité de renseigner un questionnaire de données utiles pour la directive cadre sur l'eau.

La base Eider a maintenant acquis une bonne notoriété. Elle s'est enrichie de données relatives aux départements d'outremer, et se modernise progressivement pour alimenter les Cahiers régionaux de l'environnement. Une réflexion est en cours sur la constitution d'une base des données communales intéressant l'environnement.

Comptes et économie de l'environnement

La Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (CCEE) arrêtera définitivement son programme lors de sa séance plénière, en janvier 2003. Les dossiers actuellement envisagés portent sur les impacts de la politique environnementale sur les usages du sol et, d'autre part, le comportement des entreprises vis-à-vis de l'environnement (management environnemental, etc.). La mise à jour annuelle des comptes de protection intégrera le compte de gestion des déchets radioactifs dans la dépense de protection de l'environnement et poursuivra le travail de rénovation des comptes (bruit, air, biodiversité et paysages, dépenses pour le cadre de vie).

Parmi les travaux actuels de la Commission, ceux relatifs à la méthodologie, à la fiscalité et à l'emploi, auront des prolongements en termes de travaux permanents. Les autres travaux seront poursuivis, notamment l'enquête sur les dépenses environnement des départements et des régions, les travaux sur les Comptes de la forêt et sur Naméa-air, dans le cadre du programme avec Eurostat, ceux du RNDE Économie, en particulier ceux liés à la directive cadre sur l'eau (essai de comptes par bassin), qui correspondent à de l'investissement de long terme, ainsi que le suivi des réflexions au niveau européen, tant sur le plan des méthodes que sur le plan des résultats, pour développer les comparaisons internationales.

Enfin, dans le cadre d'une thèse en économie de l'environnement, une évaluation des dépenses consenties dans le domaine de l'information environnementale sera testée pour des thèmes comme l'air et la protection de la nature.

Indicateurs et diffusion

L'Ifen poursuivra en 2003 son travail de fond pour l'élaboration d'indicateurs d'environnement et de développement durable.

Sont ainsi prévus la mise à jour des indicateurs de performance environnementale de la France dont la dernière publication remonte à la mi-2000 et la réalisation d'une brochure sur les indicateurs « agriculture-environnement » dont la finalité est d'évaluer les progrès de ce secteur économique pour mieux intégrer les problématiques environnementales. L'Ifen participant activement aux travaux internationaux (Eurostat et OCDE) relatifs à ce domaine, un accent particulier sera mis sur la relation avec les indicateurs faisant l'objet d'un consensus au niveau des organisations internationales. De même les secteurs de l'industrie et de l'énergie feront-ils l'objet de travaux devant déboucher sur une panoplie d'indicateurs exprimant les performances des entreprises vis à vis du respect des législations en vigueur et des procédures normatives (EMAS, ISO 14001) mises en pratique.

Pour répondre à la nécessité de concevoir des indicateurs de suivi du type « tableaux de bord » l'Ifen, en partenariat avec le ministère de l'agriculture le ministère chargé de l'environnement et les établissements publics concernés, mettra la dernière main à l'achèvement d'une série d'une

soixantaine d'indicateurs correspondant au suivi des objectifs définis pour chacun des enjeux du Schéma de service collectif des espaces naturels et ruraux.

Du point de vue du développement durable et pour faire suite aux travaux réalisés en 2002 sur les indicateurs selon une méthode originale permettant l'intégration des trois domaines économique, social et environnemental, l'Ifen continuera de participer aux travaux internationaux lancés par l'Agence européenne pour l'environnement, Eurostat et l'OCDE dans la lignée des recommandations de l'Agenda 21. Une publication présentant une première batterie d'une cinquantaine d'indicateurs sera réalisée début 2003. Une base de données sera constituée pour pérenniser les informations collectées.

Pour mieux diffuser les données relatives à l'environnement auprès d'un large public et avec une mise à jour en continu des résultats diffusés, l'Ifen a conçu une base des données essentielles accessible par internet. Lancée en 2002 en s'appuyant sur le rapport sur l'environnement en France, cette base devrait monter en puissance en 2003 et acquérir une capacité de mise à jour régulière des données commentées sur l'ensemble des thèmes de l'environnement.

Les *Chiffres-clés de l'environnement*, livret synthétique sur les statistiques d'environnement largement diffusé sous forme papier et très consulté dans sa version Internet, seront préparés fin 2003 pour une diffusion début 2004. Une version anglaise devrait de plus pouvoir être mise en ligne sur Internet.

2. Travaux nouveaux pour 2003

En 2003, l'Ifen participera, avec le Scees, à la deuxième édition de **l'enquête auprès des collectivités locales sur l'eau et l'assainissement**. Cette enquête a reçu un avis d'opportunité favorable du Cnis, puis, en juin 2002, le visa du Comité du label.

L'enquête reprendra l'échantillon et les grandes lignes du questionnaire précédent, allégé autant que faire se peut. Le fichier sera enrichi de données administratives provenant de la Direction générale de la santé, de la Comptabilité publique et de données sur les stations d'épuration collectées auprès des Satese.

Mise à jour de la couche SIG *Corine Land Cover* France 2000

A travers le projet IMAGE 2000, l'Agence européenne pour l'environnement met à disposition des Etats ayant réalisé la version "90" de *Corine Land Cover* la couverture Landsat sur la période 1999, 2000 et 2001 permettant d'assurer la mise à jour de cette base qui décrit la couverture des terres en chaque point du territoire sous forme de système d'information géographique. Cette « couche » est utilisée par la BD Carto de l'IGN pour décrire l'occupation des sols. L'Ifen assurera la maîtrise d'ouvrage de ce projet qui devrait aboutir fin 2003.

Les potentialités de traitement informatique qu'offrent les SIG, l'harmonisation européenne de l'opération et la comparaison possible avec la situation de 1990 rendent cet outil extrêmement précieux pour l'analyse de l'environnement et des pressions qui s'y exercent.

A l'issue d'une réflexion méthodologique entamée en 2002 sur le thème de la « **consommation durable** », l'Ifen (OPRESE) proposera une série d'indicateurs qui s'inscrivent dans le prolongement de ceux utilisés dans le cadre de l'enquête PCV de 1998. A terme, ces indicateurs pourraient être renseignés grâce à une nouvelle enquête réalisée avec l'INSEE.

Du côté de **l'emploi, des formations et des métiers**, l'observatoire ORME reprendra les travaux interrompus en 2000 sur l'adéquation des formations à l'environnement et leurs débouchés. Pour ce faire, une réactualisation de l'inventaire de ces formations sera une priorité.

3. Opérations répétitives

L'Ifen continuera à réaliser pour le compte du ministère la partie statistique du rapport annuel au Parlement sur les mouvements transfrontaliers de déchets.

L'enquête annuelle auprès des régions et départements sur leurs dépenses en faveur de l'environnement sera reconduite. Les travaux d'expertise visant à préciser les articulations possibles entre ces enquêtes et les données de la comptabilité publique seront poursuivis en 2003.

L'Ifen continuera par ailleurs comme chaque année à fournir la partie environnement des ouvrages de synthèse de la Statistique publique comme l'Annuaire statistique de la France, les Tableaux de l'économie française, etc.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

L'Ifen ne mène pas d'enquête auprès des entreprises.

5. Aspects particuliers

5.1 Aspects régionaux et locaux

Le projet des *Cahiers régionaux de l'environnement*, lancé fin 2001 sur deux régions pilotes, Languedoc-Roussillon et Lorraine, se poursuivra jusqu'en 2004 de façon à couvrir progressivement l'ensemble des régions, en collaboration avec les Directions régionales de l'environnement et les autres services de l'Etat en région. Pour sa partie statistique, cette opération s'appuie d'une part sur la base Eider et d'autre part sur des collectes complémentaires.

Les opérations pilotes menées dans les DOM ont permis de définir un premier jeu de séries intéressant l'environnement dans ces départements et suivies régulièrement.

L'animation du réseau des statisticiens régionaux en Diren reste une importante préoccupation de l'Ifen. La réalisation des cahiers régionaux est une occasion importante de travaux en commun. Le dialogue avec les directeurs régionaux sur la place et le rôle du statisticien en Diren sera poursuivi.

Les réflexions de plusieurs groupes de travail sur les statistiques régionales de l'environnement seront prolongées. En particulier sur une méthodologie d'évaluation des populations et des biens situés en zone inondable, et sur la confection d'une base de données communales sur l'environnement, qui permettrait d'agrèger les données au niveau des pays, des bassins-versants, des parcs naturels régionaux, etc.

L'enquête annuelle auprès des régions et départements sur leurs dépenses en faveur de l'environnement sera reconduite.

Dans le prolongement des actions entamées en 2002 qui concernent l'évaluation des instruments d'observation de l'environnement au niveau des collectivités locales (répertoire commenté des observatoires locaux et régionaux), une étude des indicateurs utilisés par les villes sera réalisée en partenariat avec un certain nombre de collectivités locales concernées. Il s'agit d'une manière générale d'identifier et de comparer les outils de mesure de l'environnement et du développement durable à ces échelles.

La mise à jour de *Corine land cover* permettra de produire des résultats sur la couverture des terres aux niveaux régional et local.

5.2 Aspects environnement

La totalité du programme de l'Ifen porte sur l'environnement.

5.3 Aspects européens

Le règlement statistique européen sur les déchets a été adopté en seconde lecture par le Parlement et sera très probablement promulgué sous peu. Un dispositif important est à mettre en place pour la collecte des données, impliquant les services statistiques, le ministère et l'Ademe. Le Conseil européen de Göteborg en juin 2001 a adopté une stratégie pour le développement durable. Des données relatives à l'environnement seront désormais incluses dans les « indicateurs structurels » présentés chaque année au Conseil de printemps. Eurostat a participé à ce travail en élaborant un indicateur sur les déchets municipaux avec la contribution des services statistiques nationaux. Cette demande a imposé pour les déchets municipaux une clarification des concepts et un réexamen des

statistiques disponibles. Ce travail devra être poursuivi. D'autres thèmes comme la gestion durable des ressources en eau sont à l'étude.

L'Ifen continuera à participer activement aux réflexions et travaux internationaux sur les données statistiques et les indicateurs : fourniture de résultats statistiques aux instances internationales et participation aux réflexions méthodologiques et à la relecture de certains rapports élaborés par l'OCDE, Eurostat ou l'Agence européenne pour l'environnement (AEE). L'OCDE a entrepris en 2002 de mesurer le découplage des pressions sur l'environnement par rapport à la croissance économique, afin de faciliter l'adoption par les pays membres d'une liste d'indicateurs pour l'examen des performances économiques, sociales et environnementales et d'identifier les lacunes statistiques et scientifiques qu'il faudrait combler.

Eurostat a proposé un accord bilatéral à la France pour améliorer les statistiques sur l'eau ; cet accord devrait pouvoir se traduire en 2003 par une amélioration du dispositif de collecte qui permette d'élaborer les résultats synthétiques demandés sur l'assainissement. Par ailleurs, l'Ifen participera au premier semestre 2003, sous l'impulsion d'Eurostat, à un travail test de remplissage de la section eau du questionnaire commun OCDE-Eurostat pour un grand bassin hydrographique, dans le cadre de la contribution du système statistique aux obligations de la directive cadre sur l'eau.

Pour la conférence des ministres de l'environnement des pays européens qui se tiendra à Kiev en mai 2003, l'AEE élabore le rapport Kiev sur l'état de l'environnement. L'ensemble du réseau de l'Agence (points focaux nationaux, centres thématiques et centres de référence) est impliqué à des titres divers pour la collecte des données et indicateurs sur lesquels se fonde ce rapport ou pour sa diffusion auprès des acteurs concernés et du public européen.

6. Publications

- LES PUBLICATIONS 2001

LES DONNÉES DE L'ENVIRONNEMENT :

N° 71 - novembre/décembre 2001

800 000 km de conduites pour distribuer l'eau potable

N° 70 - octobre 2001

Les Français jugent leur environnement de proximité

N° 69 - septembre 2001

Transport routier et nuisances atmosphériques, des efforts à poursuivre

N° 68 - juillet/août 2001

Erika : éléments d'évaluation des dommages

N° 67 - juin 2001

La dépense de protection de l'environnement en 1999 : la reprise des investissements

N° 66 - mai 2001

Électricité d'origine renouvelable : ressources et enjeux pour la France

N° 65 - avril 2001

Eau potable : diversité des services... grand écart des prix

N° 64 - mars 2001

Emplois environnement : des stratégies différentes selon les employeurs

N° 63 - février 2001

Plus de 60 % des boues d'épuration municipales ont été épandues en 1999 sur 2 % des sols agricoles

N° 62 - janvier 2001

La dépense de récupération : un développement tributaire des cours mondiaux

ETUDES ET TRAVAUX :

N° 35 - novembre 2001

Propositions d'indicateurs de développement durable pour la France

N° 34 - juillet 2001

Les pesticides dans les eaux

N° 33 - juillet 2001

Les régions et l'environnement : les données

N° 32 - mai 2001

Développement durable et capital naturel critique - Concepts et consultation d'experts

OUVRAGES HORS COLLECTION :

Juin 2001

Abrégé statistique de l'environnement (+ cédérom)

Juillet 2001

Données économiques de l'environnement – Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement

- LES PUBLICATIONS 2002

LES DONNÉES DE L'ENVIRONNEMENT :

N° 72 – janvier-février 2002

Flux à la mer : trop d'azote, mais moins de phosphore

En prévision :

L'assainissement

Tourisme et environnement

La gestion des déchets des ménages

Opinion et environnement

L'agriculture périurbaine

Environnement et territoires

Catastrophes naturelles et prévention

La pollution de l'air

L'occupation du territoire

OUVRAGES ET BROCHURES :

Rapport sur l'état de l'environnement – édition 2002

Rapports de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement

* Les Comptes économiques de l'environnement en 2000

* Emploi et environnement

* Forêt, économie et environnement

Cahiers sur l'état de l'environnement dans les régions Languedoc-Roussillon et Lorraine

Bilan annuel sur les pesticides dans les eaux

Tableaux détaillés de l'enquête eau

Données sur les zones humides

Les Indicateurs de développement durable « Rio + 10 » et les enjeux de Johannesburg
Rapport du Conseil scientifique de l'Ifen sur la nature

7. Suivi des travaux prévus au programme à moyen terme 1999-2003

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - ADEME

Département Observatoires des déchets et planification

1. Exposé de synthèse

Sur le plan des travaux statistiques, l'année 2003 sera caractérisée par la réalisation de l'enquête ITOM 2003 (Installation de Traitement, tri, transit ou mise en décharge des déchets ménagers et assimilés), le cadre d'un nouveau cycle bisannuel entamé en 2001.

L'essentiel de l'activité du Département Observatoires des Déchets et Assimilés sera consacré à la refonte des bases régionales déchets en une seule base, accessible aux régions et aux services centraux de l'ADEME, afin de faciliter les échanges, simplifier les procédures internes et donc gagner du temps et de l'argent. Des échanges pourront également se faire avec les partenaires de l'ADEME dans des conditions d'accès pré-définies avec chacun d'entre eux. Cette base sera également utilisable pour d'autres thèmes que les déchets. Mise en place prévue en 2004.

2. Travaux nouveaux pour 2003

Sans objet.

3. Opérations répétitives

L'enquête ITOM sur les installations de traitement, tri, transit ou mise en décharge des déchets ménagers et assimilés est, depuis 2001, une enquête bisannuelle. ITOM 2003 sera dans la deuxième édition de ce nouveau cycle. Aucun changement n'est prévu par rapport à l'édition 2001.

4. Allègement de la charge statistique des entreprises

Pas d'incidence particulière à ce sujet.

5. Aspect particulier du programme 2003

5.1 Aspects régionaux et locaux

Le suivi des plans départementaux d'élimination des Déchets Ménagers et Assimilés se développe à la demande des Commissions Départementales. L'ADEME, par l'intermédiaire de ses Délégations Régionales, participe à ces commissions et veille à la complémentarité de ces demandes avec les travaux existants par ailleurs, notamment par les observatoires régionaux.

5.2 Aspects environnement

Par principe, les enquêtes sur les déchets contribuent à l'amélioration de la connaissance sur l'environnement.

5.3 Aspects européens

L'ADEME transmet chaque année au Ministère de l'Aménagement et du territoire, les données relatives au suivi des directives 94-62 sur les emballages et déchets d'emballages, et 99-31 relative à la mise en décharge de déchets.

Elle assure la présidence de la Commission AFNOR Terminologie et à ce titre participe aux travaux du CEN TC 292/WG4

6. Liste des publications

- Guide du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (gratuit – n° 3894)
- Guide financement du service (30€ - n° 3816)
- Résultats d'ITOM 2001 (à paraître)

7. Suivi des travaux du programme à moyen terme

Pas de modification.

Voir tableau récapitulatif en fin de document.

**Extraits d'avant-projets de programmes statistiques 2003
examinés par d'autres formations du CNIS**

	Page
- Formation Agriculture	15
- Formation Démographie, conditions de vie	16
- Formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie	17
- Formation Monnaie, finances, balance des paiements	19
- Formation Transports, tourisme	20
- Formation Urbanisme, équipement, logement.....	22

Formation Agriculture

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES

Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

- Le recensement agricole (RA 2000) a eu lieu en 2000 et sa diffusion se poursuivra tout au long de la période. Conformément aux directives communautaires, les **enquêtes sur la structure des exploitations agricoles** permettent de mesurer les évolutions en terme de structure, d'activité, de cheptels, de cultures entre les recensements. La première de la décennie aura lieu en 2003, les suivantes auront lieu en 2005 et 2007.

Conformément au programme communautaire, cette enquête sera réalisée à l'automne 2003. Elle devrait porter sur un échantillon de 60 000 à 70 000 exploitations tirées à partir de la base de sondage renouvelée du SCEES. Pour 2003, outre les variables statut juridique de l'exploitation agricole, population agricole familiale, activité sur l'exploitation, cultures, cheptel, main d'œuvre salariée, gestion, développement rural, un volet sur les aspects environnementaux est demandé par la commission (irrigation et gestion de parcelles à des fins environnementales).

Cette enquête est réalisée en métropole et dans les DOM.

Un avis d'opportunité de cette enquête a été délivré par la formation Agriculture du 11 avril 2002.

- Le SCEES réalisera en 2003, en partenariat avec l'IFEN et la Direction de l'eau du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement une enquête "**eau et assainissement**" auprès des collectivités locales :

L'objectif de l'enquête est, sur l'exercice 2001, de connaître l'organisation et la gestion des communes pour l'ensemble des activités liées à l'eau, rassembler des éléments sur le prix de l'eau et leurs éléments explicatifs, estimer les quantités traitées, flux entrants et sortants; évaluer les performances des équipements au regard des orientations politiques retenues et de mesurer les évolutions depuis la précédente enquête de 1999. L'enquête est réalisée sur un échantillon de 5 000 communes et devrait avoir lieu au premier trimestre 2003.

L'enquête est réalisée par les services statistiques départementaux du Ministère de l'Agriculture en partenariat avec le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et l'IFEN.

Cette enquête a reçu un avis d'opportunité à la formation "Environnement" de 2001.

- Les enquêtes "bâtiments d'élevage" et "pratiques culturelles" réalisées fin 2001, seront exploitées en 2002 et 2003 et utilisées dans le **programme d'évaluation de la directive nitrates** en liaison avec la Direction de l'Eau et les agences de l'eau.

Formation Démographie, conditions de vie

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales
Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages
Division Conditions de vie des ménages

Les indicateurs sociaux de l'enquête permanente sur les conditions de vie de janvier portent sur la qualité de l'habitat, l'environnement et la sécurité.

Publications :

Evaluation de la qualité de l'environnement, des nuisances et de l'insécurité - Indicateurs sociaux annuels

Insee Résultats n° 737 - *Série Consommation-modes de vie* n° 107, mai 2001
(Enquête de janvier 1996 à 2000)

Formation Industrie, industries agricoles et alimentaires, énergie

INSEE - Direction des statistiques d'entreprises Département de l'industrie et de l'agriculture

La mise en place de la nouvelle base des comptes conduit à une meilleure information sur le compte de l'eau (compte de produit).

MINISTERE DE L'ECONOMIE , DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE Ministère délégué à l'industrie Direction générale de l'industrie, des technologies de l'information et des postes Service des études et des statistiques industrielles (SESSI)

Concernant la transposition en droit français d'une éventuelle directive sur l'énergie, l'avenir apparaît toujours incertain ; toutefois une modification de la fiscalité en ce domaine pourrait entraîner une adaptation du questionnaire EACEI, visant le cas échéant à substituer une information administrative à une collecte statistique. En tout état de cause, le dispositif d'allègement de l'enquête mis en place en 2002 sera modifié en 2003. Le nouveau dispositif permettra, à charge de réponse égale pour les entreprises, calculée sur un cycle de 4 ans, de disposer annuellement d'une information plus riche (à la demande notamment de l'Observatoire de l'Energie). En outre, un réexamen de son champ aura été opéré en 2002 (ou début 2003) visant notamment à s'assurer que tous les établissements industriels sont bien interrogés, quel que soit le secteur d'activité de leur entreprise (un examen analogue sera fait pour l'enquête Antipol, cf. ci-dessous).

- L'enquête sur les investissements pour protéger l'environnement (Antipol) sera allégée en 2003 par rapport à 2002, le volet couvrant les dépenses courantes pour protéger l'environnement ne devant être reconduit qu'en 2005 ou 2006 (selon les obligations européennes) :

Dans le domaine de l'environnement, le SESSI conduit depuis 1991 une enquête annuelle sur les dépenses d'investissement des industriels pour protéger l'environnement. En 2002 a été adjoint un volet pluriannuel sur les dépenses courantes liées aux investissements réalisés pour protéger l'environnement. Celles-ci avaient fait l'objet d'une première mesure sur l'exercice 1995. Ce volet supplémentaire correspond à la demande européenne sur le sujet, qui devrait permettre d'obtenir, à terme, des données harmonisées dans ce domaine. La fréquence du suivi de ces dépenses courantes, au plan européen, devrait être de tous les 3 ans (état actuel du projet de modification du règlement SBS en la matière).

- Dans le cadre du règlement européen sur les statistiques structurelles, le SESSI transmet à l'INSEE les données préliminaires (à fournir dans un délai de 10 mois) sur l'industrie (hors IAA), ainsi que les données sur les consommations d'énergie et les investissements anti-pollution dans l'industrie (hors IAA) tirées des enquêtes annuelles sur les consommations d'énergie dans l'industrie (EACEI) et sur les investissements pour protéger l'environnement (Antipol), à transmettre à Eurostat dans le cadre du même règlement. L'adjonction du volet « dépenses courantes » à l'enquête Antipol 2002 répond aux exigences européennes

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES RURALES**Direction des affaires financières****Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)****Sous-direction des statistiques des industries agricoles et alimentaires**

- Enquête annuelle sur les consommations d'énergie :

Conformément au dispositif présenté au Comité du Label en juin 2000, ne seront interrogés en 2003 que les établissements gros consommateurs dans leur secteur d'activité, soit environ 1 100 unités. Il était prévu d'enquêter ces établissements avec un nouveau questionnaire légèrement modifié. Compte-tenu de la charge de travail du service, des moyens disponibles en 2002 et des incertitudes sur les conséquences d'une éventuelle généralisation de la Taxe générale sur les activités polluantes TGAP, cette modification ne pourra pas être prise en compte en 2003.

Rappelons qu'en 2002 sont interrogés non seulement les gros consommateurs, mais aussi un échantillon d'établissements petits et moyens consommateurs avec un questionnaire simplifié.

- Enquête annuelle sur les dépenses pour protéger l'environnement :

Cette enquête est réalisée auprès des établissements producteurs de 100 salariés et plus (environ 1 000 unités), et porte habituellement sur les dépenses d'investissement pour protéger l'environnement. En 2002 le questionnaire a été élargi de façon ponctuelle aux dépenses courantes de protection de l'environnement (présentation au Comité du Label en décembre 2001). En 2003 les questions ne concerneront à nouveau que la partie « dépenses d'investissements », le volet sur les dépenses courantes ne devant être reconduit qu'en 2005 ou 2006 selon les futures obligations européennes.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE**Direction de la programmation et du développement****Sous-direction des études statistiques (SDES)****Bureau des études statistiques sur la recherche (DPD C3)**

Dans l'enquête sur les objectifs socio-économiques de la recherche publique, des questions concernent l'effort consacré par les organismes publics de recherche à la surveillance et la protection de l'environnement. Une question similaire a été introduite dans le questionnaire adressé aux entreprises

Formation Monnaie, finances, balance des paiements

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction générale de la comptabilité publique (DGCP)

Bureau 5D : Comptes nationaux des administrations publiques

Dans la nouvelle nomenclature fonctionnelle des administrations, une fonction « environnement » est prévue. En 2001 et 2002, la DGCP a participé à la rénovation des comptes satellites de l'eau et des déchets menée par la société Planistat pour le compte de l'IFEN et d'autres organismes. Les conclusions de ce travail ont été intégrées dans le cadre central de la Comptabilité nationale à l'occasion de la base 2000.

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction générale de la comptabilité publique (DGCP)

Bureau 6C : Comptes publics locaux

Les gestions des services d'eau, d'assainissement, de ramassage et de traitement des ordures ménagères feront l'objet d'observations spécifiques dans le cadre de la brochure régionalisée sur l'intercommunalité.

Formation Transports, tourisme

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

**Direction des affaires économiques et internationales
Service économique et statistique (SES)**

Travaux répétitifs :

- Statistiques sur les accidents de transport de matières dangereuses par voies terrestres :

Synthèse statistique réalisée par la direction des transports terrestres, à partir des comptes rendus relatifs aux accidents de transport de matières dangereuses par route, rail ou voie navigable intérieure.

- Panel de conducteurs :

Panel SECODIP de 4 500 automobilistes faisant l'objet d'un cofinancement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), de l'Observatoire de l'énergie et du SES ; déclarations chaque quinzaine des panélistes : achats d'essence, kilométrage entre deux pleins, partage ville-route-autoroute.

- Panel parc-auto :

Panel SOFRES de 10 000 ménages financé par l'ADEME, le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et, certaines années, la Direction de la sécurité et de la circulation routières (DSCR) permettant l'observation annuelle des comportements automobiles des ménages : taux d'équipement, kilométrages annuels, consommation, structure du parc, achats.

Enquêtes nouvelles ou renouvelées :

Deux enquêtes permanentes du SES, sont repassées, après cinq ans, devant le Comité du Label, dont l'enquête permanente sur l'utilisation des véhicules routiers de marchandises (TRM) (Ministère de l'Équipement, des transports et du logement - SES). Le Comité du Label lui a attribué l'avis de conformité et a proposé le visa la rendant obligatoire.

Cette enquête, réalisée depuis 1952, est en conformité avec le règlement (CE) n° 1172/98 du Conseil du 25 mai 1998 relatif au relevé statistique des transports de marchandises par route.

L'enquête TRM répond à l'intérêt des pouvoirs publics pour le suivi des flux de marchandises par origine-destination. Les résultats sont utilisés pour évaluer les implications de ces flux sur la politique des infrastructures, notamment les questions de circulation, sécurité, environnement et encombrement. Ils servent à l'analyse économique au sens très large, du secteur, incluant le suivi conjoncturel, la Comptabilité Nationale et les études sur les entreprises concernées. La concurrence intermodale croissante rend nécessaire l'obtention de statistiques sur tous les modes de transport et en particulier sur le transport routier.

L'enquête TRM concerne le transport pour compte d'autrui ou pour compte propre, réalisé par les catégories suivantes de véhicules utilitaires immatriculés en France : camions de plus de 3,5 tonnes de poids total autorisé en charge et de moins de vingt ans (avec ou sans remorque et quel que soit l'âge de celle-ci) ; tracteurs routiers de moins de vingt ans, quel que soit l'âge des semi-remorques. Échantillon annuel, d'environ 90 000 véhicules, tiré dans la partie du fichier central des automobiles relative au champ de l'enquête (environ 500 000 véhicules).

Aspects particuliers du programme :

Le SES développe au fur et à mesure des possibilités le chapitre du rapport de la Commission des comptes des transports de la nation (CCTN) consacré à l'environnement et aux externalités du transport. Ce chapitre se compose principalement de séries statistiques ou de résultats d'enquêtes régulières pouvant faire l'objet d'une mise à jour annuelle. Son élargissement s'inscrit dans le cadre d'une fonction de « veille technologique » assuré par le SES dans ce domaine, en liaison avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Institut français de l'environnement (IFEN) et d'autres organismes spécialisés comme le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA).

Les synergies avec la Commission des comptes de l'environnement, mise en place en 1998, continueront à être recherchées. Les domaines qui concernent plus particulièrement les transports sont relatifs aux émissions de gaz à effet de serre et à l'évaluation des dépenses de protection de l'air et de lutte contre le bruit.

A signaler, pour 2003, la poursuite des travaux de longue haleine lancés par la Commission européenne dans le cadre du programme « TERM » (« Transport and Environment Reporting Mechanism ») visant au rassemblement de données statistiques sur les transports destinées à alimenter les exercices d'évaluation nécessaires pour éclairer les mesures à prendre pour réduire les émissions, par les transports, de gaz à effet de serre et de polluants. Un acte juridique spécifique devrait être préparé pour accompagner les travaux statistiques nécessaires.

Formation Urbanisme, équipement, logement

INSEE - Direction des statistiques démographiques et sociales

Département des prix à la consommation, des ressources et des conditions de vie des ménages

Division Logement

Des questions nouvelles portant sur le cadre de vie et sur les nuisances dont souffrent les ménages avaient été introduites dans le questionnaire de l'enquête Logement. Elles ont permis notamment de mesurer le nombre de ménages qui se plaignent de problèmes de bruit, de pollution, d'absence d'espaces verts, de manque de clarté. Ces investigations sont poursuivies dans le cadre de l'exploitation de l'enquête Logement 2001-2002.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

Direction des affaires économiques et internationales

Service économique et statistique (SES)

- Les réseaux d'informations économiques et sociales localisées :

Ce réseau est organisé autour de Géokit 2, qui est à la fois un ensemble de bases de données statistiques sur la démographie, l'aménagement du territoire, l'habitat et leur environnement économique et l'outil d'accès à ces données qu'utilise le ministère, en administration centrale et dans les services déconcentrés. Depuis 2001, Géokit 2 comprend une base communale et une base à l'IRIS-2000, contenant des données issues du recensement de la population de 1999. La base communale est régulièrement enrichie de fichiers venant d'autres organismes (Insee, DGI, Scees, EDF, Anah, ANPE, Caf). Les bases locales mises à disposition auprès des services déconcentrés sont désormais élargies aux départements ou régions limitrophes. Le fonctionnement de Géokit 2 en réseau local assure une diffusion très large auprès des utilisateurs du ministère.

La version finale du logiciel, diffusée avant la fin de l'année 2002, permettra des traitements cartographiques et l'accès simultané à d'autres niveaux géographiques infracommunal et supracommunal.

Les fichiers FILOCOM de 1995, 1997 et 1999 de la DGI ont été intégrés dans la base communale GéoKit2 (dans les conditions de confidentialisation précisées au point précédent) ainsi que les données Sirene 2001. Tous les ans, le fichier des allocataires de la MSA viendra enrichir GéoKit2, le premier fichier (2000) devant être intégré en 2002. En 2003, de nouvelles données du recensement de la population de 1999 (exploitations spécifiques) devraient également être intégrées dans les bases à la commune et à l'IRIS-2000. D'autres projets sont à l'étude, d'une part avec le Scees pour les données du recensement général de l'agriculture et d'autre part avec l'Ifen, pour l'intégration de statistiques départementales et régionales sur l'environnement (base Eider). L'ensemble de ces données constituera un gisement complet pour les études sur l'aménagement et l'habitat.

- L'enquête sur les investissements des collectivités locales (Colloc) devrait permettre, lorsque ses résultats auront été validés, de fournir des indications sur leurs investissements destinés à l'adduction d'eau et à l'évacuation des eaux usées. En 2002, le questionnaire a été aménagé, afin que les EPCI et syndicats qui n'ont pas de budgets annexes spécifiques précisent les compétences que couvrent les données de leur budget principal.

- De plus, une étude est conduite dans le prolongement du compte satellite du logement, pour décrire de façon fine la consommation des différentes formes d'énergie dans les logements de façon à pouvoir, entre autres, servir de base à des travaux sur les émissions de polluants atmosphériques.

Bien que plus limitées, les études engagées en 2000 sur les différentes formes de consommation d'énergie dans les bâtiments non résidentiels servant à une activité tertiaire, destinés entre autres à servir de base à des travaux sur les émissions de polluants atmosphériques, seront poursuivies.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DU LOGEMENT, DU TOURISME ET DE LA MER

Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction (DGUHC)

Base de Données sur les Politiques Territoriales de l'Etat :

A la demande du comité des directeurs pour le développement urbain, les ministères de l'équipement, des transports et du logement (DGUHC), et de l'intérieur (DGCL, DGA), la délégation interministérielle à la ville et la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ont décidé de constituer une base regroupant de données d'intérêt commun.

Cet outil doit notamment permettre de suivre la mise en oeuvre des lois n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour le développement et l'aménagement durables du territoire, n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains. Il intègre le projet d'« atlas de l'urbanisme » mentionné au programme 2001 du CNIS.

Cette base de données, à l'échelle communale, à alimentation partagée, devra être consultable par internet et sera dotée d'un module de consultation cartographique des périmètres permettant des analyses thématiques ainsi que la possibilité de générer des tableaux en croisant les informations.

Elle sera logée au ministère de l'équipement. En ce qui concerne la DGUHC, les données qu'elle fournira porteront sur le suivi des schémas de cohérence territoriale et les documents de planification urbaine (programmes locaux de l'habitat, plans de déplacements urbains, plans locaux d'urbanisme, cartes communales,...) qui doivent être compatibles avec ces schémas. Les éléments nécessaires seront recueillis auprès des services déconcentrés de l'équipement.

Récapitulation des travaux prévus au programme à moyen terme 1999 - 2003

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Rapport sur l'environnement	IFEN		
Rapport sur l'état de l'environnement en France			Nouvelle édition en 2002 (périodicité de 4 ans).
Indicateurs			
4 approches : - performances environnementales (1996, 1998...) - sectorielles : . agriculture (1997), . tourisme . autres thèmes à définir - développement durable - qualité de vie		En cours En cours En cours	Actualisation en 2003 des séries publiées. Mise à jour en cours. Publication sur le tourisme en 2000. Travaux en 2003 sur l'industrie et l'énergie. <i>Proposition d'indicateurs de développement durable pour la France</i> , publié fin 2001. Chiffrage et base de données en 2003. Indicateurs de consommation durable des ménages.
Société et environnement			
Observatoire et réseau des métiers et emplois de l'environnement (ORME) Observatoire des pratiques et représentations sociales de l'environnement (OPRESE) Environnement urbain, aménagement du territoire Santé et environnement		Permanent En cours	Poste vacant en 2002. Reprise des travaux sur les formations en 2003. <i>La sensibilité écologique des Français</i> , publié en 2000. Suivi des enquêtes d'opinion. Indicateurs de suivi du Schéma des espaces naturels et ruraux. Reporté.
Comptes de l'environnement			
Dépenses de protection Eco-industries Estimation de l'emploi au sens de la dépense Emissions de polluants par secteur Patrimoine et ressources naturelles		En cours En cours En cours En cours	Contributions aux rapports annuels présentés à la Commission des comptes et de l'économie. Comptes de l'utilisation du sol pour la CCEE.
Système d'information sur les déchets			
En complément des enquêtes de l'ADEME auprès des installations de traitement : - enquête auprès des communes sur les déchets ménagers (1998) - refonte du système ARTHUIT sur les déchets dangereux (DPPR, ADEME, IFEN)		En cours Reporté	Préparation de la prochaine édition. Projet à reprendre en fonction du règlement statistique sur les déchets.
- enquête statistique auprès d'un échantillon d'entreprises (enquête nouvelle) - règlement statistique en préparation		En cours En cours	Enquête lancée en 2000 par l'ADEME. Préparation du dispositif statistique.

Thèmes et opérations	Unité respon-	Suivi	Observations
----------------------	---------------	-------	--------------

	sable		
Système d'informations régionales et locales	IFEN (suite)		
- Base de données EIDER		Permanent	Mise à jour et diffusion de la base (cédérom et publication) Publication des Cahiers régionaux de l'environnement.
- Développement des pôles statistiques régionaux auprès des DIREN		Permanent	Animation du réseau et réunions régulières.
- Mise en place d'un système d'informations statistiques locales sur l'environnement et l'aménagement du territoire, en partenariat avec le SCEES : - enquêtes périodiques auprès des communes (volet déchets en 1998, volet eau en 1999-2000 (enquêtes nouvelles) - exploitation des données administratives et statistiques locales		En cours En cours En cours	Préparation de la 2 ^{ème} édition des enquêtes et réalisation de l'enquête eau début 2003.
- animation, échanges avec les collectivités territoriales			Travaux avec collectivités locales sur indicateurs au niveau des villes.
Système d'observation par milieu ou par thème			
Dans le cadre des observatoires et réseaux de coordination existant ou à créer, les priorités d'action proposées portent sur : . la consolidation des bases de connaissance sur l'ensemble du territoire, l'organisation des complémentarités avec les réseaux d'observation à des fins de recherche ou de surveillance et d'alerte . la nécessité de combler les principales lacunes identifiées (sol, bruit,...)		Permanent Permanent	Structuration de banques de données thématiques à l'IFEN. Étude préalable sur le sol en 1999, projet d'observatoire littoral et montagne.
. veiller à la représentativité des réseaux de mesure et à la qualité des données par rapport à leurs différentes finalités (surveillance, recherche, connaissance) et aux standards préparés par les centres thématiques de l'Agence européenne		Permanent	Eaux continentales, qualité de l'air, sol, nature.
. intégrer les données géographiques, statistiques et scientifiques pour répondre aux besoins prioritaires de suivi des politiques et d'information des acteurs concernés		Permanent	

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Par thème : . Occupation des terres Corine land cover Diffuser, valoriser la version 1 Produire la mise à jour V2 Base de données nouvelle	IFEN (suite)	Permanent En cours	Réalisation 2003 avec IGN et AEE.
. Faune, flore, habitats - Mise en oeuvre du schéma directeur de la DNP - Suivi des sites NATURA 2000 - Analyse des protections dans un contexte international - Mieux connaître les pressions sectorielles (agriculture, urbanisation, tourisme) - Contribution au schéma d'aménagement du territoire sur le patrimoine naturel		En cours En cours En cours En cours	Groupe Nature du Conseil scientifique de l'IFEN Intégration des données statistiques, géographiques et thématiques. Travaux cartographiques pour le SSCENR, travaux sur les indicateurs du Schéma.
Observatoire national des zones humides - Base de données communes - Complément par type de zones		En cours	Structuration de la base de données, Inventaire général des zones humides en cours. Projet de synthèse cartographique.
Eaux continentales - Participation au RNDE - Expertise sur les réseaux de mesure pour l'AEE - Chiffrage des indicateurs SDAGE - Base de données intégrée sur les pressions anthropiques et la qualité par bassin versant (analyse des pollutions diffuses) - Comptes et économie de l'eau - Système d'information sur les pesticides		En cours En cours En cours En cours En cours En cours	Activité permanente, en cours de réorganisation par la Direction de l'eau. Publication « EUROWATERNET » en 1999. Tableau de bord annuel depuis 2001. Comptes de qualité de l'eau par bassin versant. Consolidation des développements expérimentaux. Travaux du « RNDE Economie » et directive cadre. Tableau de bord national sur les pesticides Diffusion en Diren de Sisyphe, outil de collecte et contrôle des données.
Air - Participation à la mise en place de la BDQA - Estim. des populations exposées - Base de données sur les charges critiques		En cours En cours En cours	Poursuite des études internationales. Développement d'indicateurs thématiques (cf. loi sur l'air).
Environnement et littoral marin - Programme LACOAST - Base de données intégrées		Achevé En cours	Projet de création d'un observatoire du littoral et de la montagne.
Sol - Projet d'observatoire en cours de redéfinition avec l'INRA		En cours	GIS Sol créé en 2001. Réseau de mesure de la qualité des sols.

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
Centre de ressources sur les études d'impact. Fonction nouvelle	IFEN (suite)		Reporté.
Enquête sur les installations de traitement et stockage des déchets ménagers et assimilés	ADEME		Opération bisannuelle (2003 et 2005)
Enquête sur les structures intercommunales			Opération ponctuelle. Mise à jour permanente.
Enquête sur les investissements protégeant l'environnement (IAA), éventuellement complétée sur les dépenses courantes protégeant l'environnement	SCEES		
Investigations sur : - les bâtiments d'élevage - l'impact environnemental des pratiques culturales - la consommation d'eau d'irrigation			
Enquête auprès des communes sur la distribution et le traitement de l'eau	SCEES - IFEN	En cours	Deuxième édition début 2003.
Indicateurs agri-environnementaux sur l'impact positif de l'agriculture			
Enquête diffusion des biotechnologies	SESSI	Annulé	
Enquête sur les activités éco-industrielles	SESSI		Associée à l'EAE.
Enquête annuelle sur les consommations d'énergie (EACEI)	SESSI		Opération permanente (annuelle) ; depuis 2001 stratégie d'interrogation renouvelée (allègement de la charge) ; refonte en 2003 si évolution de la fiscalité.
Enquête annuelle sur les dépenses d'investissement pour protéger l'environnement (Antipol)	SESSI		Opération permanente (annuelle) ; en 2002, volet dépenses courantes ; questionnaire partiellement renouvelé en 2001.
EAE étendue au secteur de la récupération	SESSI		Permanente
Mise au point d'indicateurs de développement durable	SESSI (suite)		
Participation aux enquêtes sur les dépenses en matière d'environnement			

Thèmes et opérations	Unité responsable	Suivi	Observations
L'enquête sur les objectifs socio-économiques de la recherche publique intègre des questions sur l'effort consacré par les organismes publics de recherche à la surveillance, au contrôle et à la protection de l'environnement	Education nationale / Recherche Bureau « Études statistiques sur la recherche »		
Enquête investissement - deux questions donnent des éléments sur l'environnement	INSEE - Division des enquêtes de conjoncture		
Eventuelles investigations sur les activités d'assainissement, ingénierie et contrôle technique	Dpt des activités tertiaires		
L'enquête logement comprend des questions sur le cadre de vie et les nuisances (bruit,...)	Division Logement		En 2001.
Les enquêtes « vie de quartier » et « santé » aborderont des questions liées à l'environnement. Indicateurs sociaux traitant de l'environnement de l'habitat, des nuisances, de la sécurité.	Division Conditions de vie des ménages		En 2001.
Inventaire communal permanent des équipements et services	Dpt Démographie / SCEES		A partir de 2002, un premier pas avec la mise en place du répertoire des communautés. Nouvel outil de connaissance du monde rural à construire en remplacement des inventaires décennaux.
Inventaire permanent des équipements et services urbains	Dpt Démographie		A partir de septembre 2002. Nouveau dispositif à mettre en place en complément du précédent visant à appréhender l'organisation de l'espace urbain et sa structuration par l'offre d'équipements.
Recettes et dépenses des Administrations Publiques (surtout des collectivités locales) classées en fonction 7, au niveau 2 de la NFA « bis » adoptée en 1998	DGCP Bureau 5A	Reporté en 2000	Dès 1999, sous réserve que cette NFA « bis » adoptée en liaison avec l'INSEE, la DGCL et le CFL retienne un détail suffisant pour l'environnement.
La base EPL, achevée en 1998, permettra de suivre le thème de l'environnement.	Bureaux 6C, 6B		